

1^{er} mai unitaire

À l'appel de la Cgt, la Cfdt, la Fsu, l'Unsa et Solidaires,
Public-privé, ensemble, manifestons massivement le 1^{er} mai

Pour nos retraites

Les premières rencontres avec les organisations syndicales n'ont fait que confirmer nos craintes. Le gouvernement, qui exclut toute augmentation des ressources des régimes de retraite, n'a d'autres pistes que d'augmenter la durée de cotisation, retarder l'âge de départ en retraite, et opposer public et privé dans le but notamment de remettre en cause le mode de calcul des pensions des fonctionnaires (actuellement sur les 6 derniers mois).

Le tout assorti d'une intense campagne médiatique visant à convaincre une opinion majoritairement hostile à ses projets, qu'il n'y a pas d'autre choix possibles que d'accepter... de nouvelles régressions. Ensemble mobilisons-nous pour défendre notre système de retraites et de pensions, l'âge légal de départ en retraite et le calcul de nos pensions sur les 6 derniers mois, et imposer une autre réforme prenant notamment en compte la question du financement des retraites.

Pour l'emploi

Alors que le chômage ne cesse de progresser et bat tous les records, le gouvernement poursuit sa politique de précarisation de l'emploi, de suppressions massives de postes dans la Fonction Publique et les Services Publics. Et ses projets sur les retraites vont encore aggraver le chômage.

Pour les salaires et le pouvoir d'achat

Salariés du Public comme du Privé, tous subissent la dégradation de leur pouvoir d'achat, lourde de conséquences sur le plan économique, alors que ces dernières années ont vu fleurir des mesures (bouclier fiscal, aide aux banques, aux constructeurs automobiles, baisse de la Tva dans la restauration...) qui montrent qu'une autre politique fiscale, économique et sociale est possible.

Pour la Fonction Publique

La politique de démantèlement de la Fonction Publique se poursuit avec 34000 nouvelles suppressions de postes en 2011 après les 34000 de 2010, ce qui portera « l'addition » à plus 135 000 postes de fonctionnaires supprimés en 5 ans (de 2007 à 2011). Usagers et fonctionnaires en subissent quotidiennement les conséquences : « réorganisation » de l'État, remise en cause des missions de la Fonction Publique, de la qualité des services rendus aux usagers, de nos statuts, de nos carrières... Ensemble, exigeons une autre politique pour la Fonction Publique et pour ses agents.

Pour le service Public d'Éducation et le 2nd degré

La politique de démantèlement menée dans la Fonction Publique touche de plein fouet l'Éducation Nationale, et particulièrement le 2nd degré. Élèves et personnels en font les frais.

Exigeons une autre politique pour le Service Public d'Éducation, pour ses personnels et pour la jeunesse de notre pays :

- l'arrêt des suppressions de postes et le rétablissement des postes supprimés
- l'augmentation, du nombre de postes aux concours, un plan pluriannuel de recrutements massifs
- une véritable formation pour les stagiaires.
- l'arrêt de la précarité et un plan de titularisation pour les non-titulaires.
- l'abandon des réformes Chatel des lycées et de la gouvernance des établissements, une autre réforme pour les lycées, le développement de la voie technologique, le respect des horaires et des programmes nationaux.
- la revalorisation de notre métier, le respect et l'amélioration de nos statuts et de nos carrières, l'amélioration des conditions de travail et d'études.